

**Séance ordinaire du  
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Mustapha MAJDOUL.

**Protocole d'accord relatif à la MISSA ( Mission Inter-services de Sécurité  
Sanitaire des Aliments)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de ses missions, le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier exerce le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène alimentaire dans les commerces de détail et relevant de la compétence de l'Etat; à ce titre le SCHS perçoit une Dotation Générale de Décentralisation (DGD).

En sa qualité d'acteur de santé, le SCHS, est associé aux actions de la MISSA (Mission Interservices de Sécurité Sanitaire des Aliments), placée sous la responsabilité du Préfet de l'Hérault et créée par arrêté préfectoral n° 17-XIX-068 en date du 19/07/2017.

La MISSA est chargée de définir une stratégie interservices de sécurité sanitaire des aliments répondant aux enjeux du territoire. Elle vise à l'amélioration de l'efficacité, de la cohérence, et de la lisibilité des actions de l'Etat au service des usagers dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments.

Son champ de compétences s'étend à tous les sujets sanitaires en lien avec l'alimentation, de la production à la distribution, concernant toute denrée alimentaire.

Le SCHS est un membre permanent de la MISSA. Dans ce cadre, et afin de pouvoir atteindre les

objectifs assignés, un protocole d'accord a été élaboré par les différents membres, précisant les modalités de coopération de chacun. Il est donc proposé à la Ville de Montpellier de ratifier ce protocole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le protocole d'accord relatif à la MISSA et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 2 février 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole accord MISSA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180201-25546-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 12/02/18  
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.